



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 26 – 2 juillet 2021

En bref

Nigéria : le Parlement a adopté le projet de loi sur l'industrie pétrolière ; le crédit en hausse de 2,1% au premier trimestre ; le Conseil d'Affaires France-Nigéria s'est réuni le 28 juin 2021 à Versailles ; le service de livraison d'Alibaba choisit Lagos comme première destination vers l'Afrique.

Ghana : le Ghana est retiré de la liste grise du GAFI ; l'accord de partenariat économique intérimaire (APEi) entre l'Union européenne et le Ghana est opérationnel à partir du 1^{er} juillet 2021.

Nigéria

Le Parlement a adopté le projet de loi sur l'industrie pétrolière.

[Le projet de loi sur l'industrie pétrolière \(PIB\) qui vise à encadrer le secteur pétrolier et gazier a été adopté cette semaine par les deux chambres du Parlement \(Sénat et Chambre des Représentants\)](#). L'harmonisation des versions des deux chambre devra être réalisée avant que la loi puisse être envoyée au Président Buhari pour sa signature. Cette réforme était à l'étude depuis plus de 20 ans et faisait partie des promesses de campagne du Président Buhari. Le passage de cette loi a notamment pour objectif d'assurer la bonne gouvernance du secteur, de réguler la

fiscalité de celui-ci et de donner une plus grande visibilité aux investisseurs internationaux et ainsi permettre de relancer les investissements. La PIB prévoit d'imposer des hausses de redevances (qui seraient désormais comprises entre 3% et 5% des revenus pétroliers) aux communautés locales, système visant à assurer la paix et la stabilité dans les zones de productions. La *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC) serait transformée en NNPC Limited en tant que compagnie à responsabilité limitée. Elle serait ouverte aux capitaux privés. A noter également que la pratique du torchage de gaz serait proscrite (sauf exemptions) et des amendes pourraient être infligées aux contrevenants. Pour rappel, le secteur pétrolier contribue à hauteur de 9,25% du PIB et les exportations de pétrole brut représentent 75,4% des exportations nigérianes.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,8% DU PIB

C'est le déficit commercial qu'enregistrerait le Ghana en 2021 d'après les prévisions du FMI.

Le crédit en hausse de 2,1% au premier trimestre.

D'après la Banque centrale du Nigéria (CBN), le montant total des crédits est passé de 103,5 Mds USD fin décembre 2020 à 105,7 Mds USD fin mars 2021, soit une hausse de 2,1%. Cette progression semble confirmer la reprise économique après une croissance du PIB de 0,51% au premier trimestre. Les crédits accordés au secteur privé représentaient fin mars 76,5 Mds USD, en progression de 4,3% par rapport aux 73,4 Mds USD de fin décembre 2020. Quant au crédit accordé au secteur public celui-ci est en baisse de 3,3 % en ce premier trimestre et se situe désormais à 29,2 Mds USD. Sur les 2,1 Mds USD octroyés au premier semestre 2021, 1,6 Md USD l'ont été par des banques commerciales, 316,3 MUSD par des institutions de microfinance et 121,7 MUSD par des banques de développement. Par ailleurs, d'après le Credit Bureau Association of Nigeria (CBAN), seulement 4% des 40 millions de petites et moyennes entreprises nigérianes auraient accès au crédit.

Le Conseil d'Affaires France-Nigéria s'est réuni le 28 juin 2021 à Versailles.

En marge du Sommet Choose France 2021 qui se tenait le 28 juin au Château de Versailles, le Président Emmanuel Macron et le Ministre Délégué en charge du Commerce extérieur et de l'Attractivité Franck Riester ont tenu une réunion du Conseil d'Affaires France-Nigéria. Initié en

2018, ce Conseil d'Affaires a pour objectif de faciliter les contacts entre entrepreneurs nigériens et dirigeants de grandes entreprises françaises dans l'optique de créer des partenariats stratégiques entre la France et le Nigéria. Présidé par Abdul Samad Rabiou, président du groupe BUA, la réunion du 28 juin a réuni six hommes d'affaires nigériens et une quinzaine de dirigeants d'entreprises françaises de nombreux secteurs d'activité (santé, agroalimentaire, énergie, télécommunications, industrie ou encore logistique. Cet évènement a été l'occasion de concrétiser deux accords. Le groupe nigérian BUA et la société française d'ingénierie Axens ont signé un nouveau contrat pour la construction d'une raffinerie d'une capacité de 200 000 barils/jour (dix millions de tonnes par an) à Akwa Ibom et la banque nigériane Access a signé un protocole d'accord de soutien des autorités françaises à l'ouverture d'une succursale de la banque à Paris.

Le service de livraison d'Alibaba choisit Lagos comme première destination vers l'Afrique.

L'entreprise chinoise Cainiao, service de livraison d'Alibaba, a fait de Lagos la première destination en Afrique de ses avions cargo. Faisant face à une demande croissante de ses produits, le géant chinois a mis en place un vol direct entre Hong-Kong et Lagos. La liaison sera assurée six jours par semaine, ce qui devrait réduire à 20 jours le délai entre la commande et la livraison à domicile

contre plus de 60 actuellement. Cette décision confirme le rôle de Lagos comme première destination des géants du web en Afrique. Cela devrait également renforcer le commerce bilatéral entre la Chine et le Nigéria, alors qu'il s'élevait à 4,9 Mds USD au premier trimestre 2021, le Nigéria étant le premier client de la Chine en Afrique devant l'Afrique du Sud et l'Égypte. Alibaba entend ainsi faire du Nigéria sa base pour la distribution des produits chinois en Afrique de l'Ouest. D'après les projections de l'entreprise, le e-commerce devrait connaître une croissance moyenne de 17% par an en Afrique jusqu'en 2024.

Ghana

Le Ghana est retiré de la liste grise du GAFI.

Il quitte ainsi la liste mondiale des pays présentant des lacunes dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, plus de deux ans après y avoir été ajouté. [Le pays a été retiré de la «liste grise» du Groupe d'action financière \(GAFI\) vendredi dernier](#), après que l'organisme intergouvernemental a constaté que le Ghana avait renforcé de manière adéquate son régime de lutte contre ces deux pratiques, conformément aux exigences internationales et aux recommandations d'octobre 2018 du GAFI.

Ainsi, le 25 juin, le GAFI a déclaré dans un communiqué que « les transactions financières en provenance et à destination du pays ne seront plus soumises au processus de surveillance accrue ». Le Ghana continuera néanmoins à travailler avec le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) pour améliorer son régime de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

L'accord de partenariat économique intérimaire (APEi) entre l'Union européenne et le Ghana est opérationnel à partir du 1er juillet 2021.

Cette nouvelle a été annoncée dans le cadre d'une déclaration conjointe du commissaire européen au commerce Valdis Dombrovskis et du ministre ghanéen du commerce et de l'industrie Alan Kyerematen. Bien que l'APEi ait été signé en décembre 2007 et ratifié par le Ghana en 2016, la mise en œuvre du calendrier de libéralisation tarifaire a été retardée en raison d'ajustements techniques. Depuis décembre 2016, l'APEi garantit un accès sans droits de douane et sans quotas au marché de l'UE pour les produits fabriqués au Ghana. [Depuis le 1^{er} juillet 2021, le Ghana commence à libéraliser l'accès à son marché pour 80% du volume total des exportations de l'UE.](#) Cette mise en œuvre de l'APEi permettra de rendre les biens produits



localement plus compétitifs grâce à l'accès à des biens en provenance de l'Union européenne moins taxés à leur entrée sur le territoire ghanéen et soutiendra le développement industriel du Ghana ainsi que l'intégration du pays dans les chaînes de valeur mondiales. Elle offre également aux entreprises européennes des possibilités accrues de commercer et d'investir au Ghana et dans la région, notamment dans le cadre de la ZLECAf. Pour rappel, l'UE est le second partenaire commercial du Ghana après la Chine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abuja
Rédacteurs : Service économique régional d'Abuja, service économique d'Accra, antenne de Lagos

Pour s'abonner : heddie.moreno@dgtresor.gouv.fr